



Carte blanche parue sur le site du Vif, le 16/12/2019, co-signée par le CBCS.

A l'occasion de la « Journée internationale de lutte contre les violences faites aux travailleuses du sexe (TDS) », le 17 décembre, une trentaine d'associations tirent le signal d'alarme.

[Lire la carte blanche](#)

Face à ces constats alarmants, il nous semble urgent de réagir de façon concertée avec le pouvoir politique. Si on veut éviter que la gestion de la prostitution ne se limite plus à la politique de la « patate chaude » où des communes essayent avant toute chose de se débarrasser des TDS en les faisant fuir sur la commune voisine, il faut en priorité que ces communes se parlent entre elles à ce sujet et acceptent de dialoguer avec les premier.e.s intéressé.e.s. De telles concertations ont existé par le passé. Il est donc tout à fait possible de relancer un tel dialogue intercommunal, tout comme mentionné d'ailleurs dans le cadre du dernier accord de gouvernement bruxellois. Nos organisations, qui travaillent au quotidien avec des TDS, en appellent par conséquent à la Région et aux communes concernées à relancer ces concertations.